

**TERMES DE RÉFÉRENCE POUR L'AUDIT DES COMPTES
DANS LE CADRE DU PROGRAMME RINDRA FINANCE PAR L'USAID**

Date : 28 Mars 2023

1 CONTEXTE

Le programme « Madagascar Governance Strengthening Program ("RINDRA") » financé par l'USAID et mis en œuvre par PNUD Madagascar en collaboration avec MSIS-Tatao vise à améliorer le bien-être et la résilience des populations malagasy à travers un appui au Gouvernement de Madagascar (GdM) à devenir plus responsables, efficaces et redevables vis-à-vis de ses citoyens.

Trois résultats intermédiaires (RI) sont attendus du programme USAID/RINDRA.

- RI1 : Le GdM démontre sa volonté d'améliorer l'Etat de droit et de réduire la corruption quasi-généralisée qui porte atteinte à sa justice, notamment en veillant à ce que les juridictions civiles et commerciales soient capables de rendre équitablement la justice ;
- RI2 : Les capacités du GdM à mobiliser et accéder aux ressources financières et à bien les gérer/utiliser pour le financement durable de son développement sont renforcées ;
- RI3 : Le GdM est plus redevable aux citoyens en ouvrant des espaces et des outils de participation pertinents pour l'engagement des citoyens et de la société civile en particulier les groupes vulnérables tels que les jeunes et les personnes en situation d'handicap.

Dans le cadre de USAID/RINDRA, MSIS-Tatao sera en charge de :

- Renforcer les compétences des jeunes et fournir des espaces aux citoyens et aux Organisations de la Société Civile malagasy, et particulièrement aux sous-représentés (jeunes, femmes, Personnes en Situation d'Handicap), pour accroître leur participation active au développement local et aux affaires publiques.
- Améliorer l'éducation civique des jeunes dans les écoles secondaires pour fournir à la prochaine génération de jeunes leaders les connaissances et compétences nécessaires pour s'engager de manière constructive dans la vie politique et civique de Madagascar.
- Assurer la gestion administrative et financière et la gestion de la subvention octroyée pour une durée de 5ans.

Le présent Termes de références a pour objet l'organisation et la mise en œuvre de l'audit des dépenses déclarées dans le rapport financier présenté au PNUD dans le cadre du contrat de subvention.

2 OBJECTIFS

Le présent terme de référence a pour objet la sélection d'un Cabinet d'audit pour la vérification des dépenses réalisées au cours de la mise en œuvre du Programme RINDRA

Le cabinet d'audit sélectionné aura pour mission de :

- Examiner la structure organisationnelle et les procédures existantes en mettant l'accent sur la gouvernance ; les pratiques comptables ; la gestion financière ; le contrôle interne ; la fraude, la subordination et la corruption ; la gestion des risques.

À cet égard, une évaluation de la diligence raisonnable (EDR) a été réalisée et l'auditeur doit en évaluer la cohérence lors de l'examen de la structure organisationnelle et des procédures.

- Contrôler la qualité des pièces justificatives et leur enregistrement correct dans les livres, en vue, entre autres, d'en évaluer l'importance et le risque.
- Vérifier les coûts salariaux pour chaque membre du personnel s'ils sont raisonnables comparativement à ceux d'organisations comparables, de statistiques salariales, de directives ou autres.
- Vérifier les comptes et les réconciliations s'ils sont corrects et précis et ne contiennent pas d'erreurs ou d'omissions significatives.
- Vérifier le respect des dispositions financières (politiques comptables) contenues dans les accords avec la réglementation locale.
- Vérifier si les transactions comprises par les comptes sont conformes aux conditions et aux objectifs généraux des subventions tels que convenus avec le PNUD et au budget du projet.

3 RESPONSABILITES DES DEUX PARTIES

- MSIS Tatao s'engage à donner à l'auditeur l'accès à la convention de subvention et à tous les documents connexes (annexes, rapports...).
- MSIS Tatao fourni à l'auditeur toute information susceptible d'être importante pour l'évaluation par l'auditeur des comptes et de la gestion de la subvention.
- De même, MSIS Tatao permet à l'auditeur d'initier tout examen qu'il juge nécessaire, et s'assurer que l'auditeur reçoit les informations et l'assistance nécessaires à la réalisation de l'audit.
- L'auditeur est responsable de la formulation d'une opinion sur les états financiers fondée sur les normes d'audit internationales (International Standards on Auditing-ISA) édictées par la Fédération Internationale des Experts-Comptables (International Federation of Accountants IFAC).

4 LE RAPPORT D'AUDIT

Le rapport d'audit comprendra, entre autres :

Les normes d'audit appliquées ;

- Un résumé des principaux résultats de l'audit (observations, constatations,

et recommandations) ;

- Le suivi des recommandations des travaux de spot check précédent ;
- Une opinion sur les états financiers de la période couverte à savoir si ces états reflètent de manière sincère et régulière, l'image fidèle du patrimoine de l'Institution ;

Une évaluation du système de contrôle interne de l'Institution en :

- Déterminant les risques de contrôle ;
- Décelant les situations qui méritent d'être signalées ;
- Faisant des recommandations afin d'améliorer le système de gestion financière et de contrôle interne afin d'assurer des méthodes strictes et fiables en minimisant les lourdeurs administratives.

La conformité avec les conventions et les lois et règlements en vigueur ;

Un certificat pour l'audit financier des programmes financés, par l'USAID.

En cas d'opinion favorable, les états financiers, les états de l'actif et du matériel ainsi que les états des dépenses, devront être certifiés par l'auditeur.

Le rapport d'audit doit contenir des recommandations tendant à renforcer la gestion dans tout ou partie des domaines visés par l'audit ou dans d'autres domaines.

Le rapport provisoire d'audit et les rapports afférents devront parvenir au responsable MSIS Tatao au plus tard le **30 juin 2023**.

Le rapport provisoire fera l'objet de restitution en séances de travail réunissant l'Auditeur et les responsables de MSIS Tatao impliqués dans la gestion administrative, comptable et financière du Programme.

Le rapport définitif prendra en compte les observations et amendements apportés sur le rapport provisoire. L'Auditeur présentera le rapport définitif avant la fin de son mandat aux responsables MSIS Tatao et les représentants du PNUD.

Le rapport final d'audit sera présenté en langues Français en trois (3) exemplaires et également sous format électronique au plus tard le **07 juillet 2023**.

En plus du rapport final, un rapport d'audit spécifique pourra être fourni par l'auditeur à la demande du MSIS Tatao \ PNUD pour répondre au besoin d'un partenaire technique et financier suivant les mêmes conditions ci-dessus.

5 LIVRABLES

L'auditeur sera tenu de fournir :

- Le rapport d'audit / rapport succinct qui contiendra :
 - i) L'opinion professionnelle des auditeurs sur les rapports financiers présentés par MSIS Tatao ;
 - ii) L'opinion sur le respect des procédures (décrites dans le contrat de subvention ou le manuel de procédures) relatives à l'utilisation des

fonds conformément aux fins pour lesquelles ils ont été destinés et l'existence des pièces justificatives supportant toutes les dépenses effectuées.

- Le rapport sur le contrôle interne rendant compte de toutes les faiblesses du système, évaluant les risques liés à ces défaillances et proposant des recommandations pertinentes et pratiques avec un chronogramme de mise en application.

6 PROFIL DU CABINET D'AUDIT OU DU CONSULTANT

Qualifications, expérience et composition de l'équipe

A. Qualifications et expérience

Le vérificateur des dépenses emploiera du personnel possédant les qualifications professionnelles appropriées et une expérience adéquate aux lois nationales et aux normes internationales d'audit (ISA) ainsi qu'une expérience dans la vérification des informations financières d'entités comparables à l'entité déclarante par leur taille et par leur complexité.

L'équipe de vérification considérée dans son ensemble devra en outre avoir :

- L'expérience de programmes et de projets concernant les relations extérieures financés par des donateurs et institutions nationaux et/ou internationaux.
- L'expérience de vérifications des dépenses à Madagascar ;
- La connaissance suffisante des lois, réglementations et règles pertinentes du pays concerné. Cette connaissance comprend, mais sans s'y limiter, les réglementations relatives à la fiscalité, à la sécurité sociale et au travail, la comptabilité et l'établissement de rapports ;
- Maîtrise du français.

B. Curriculum vitae (CV)

Le vérificateur des dépenses fournira à MSIS Tatao les CV du personnel/des experts participant à la vérification des dépenses. Aux fins de l'évaluation de l'offre, les CV contiendront des informations appropriées sur l'expérience spécifique pertinente pour cette vérification des dépenses et sur le travail remplissant les conditions requises effectué par le passé.

7 MODALITES DE CANDIDATURE

Les réponses pour le présent Appel à Manifestation d'intérêt devront comporter :

Une offre technique comprenant :

- ✓ une lettre de motivation ;
- ✓ une note de présentation de la stratégie de vérification des pièces ;
- ✓ Méthodologie et plan/calendrier de travail pour accomplir la mission ;

- ✓ les références et expériences pertinentes du cabinet d'audit ;
- ✓ CV des personnels clés.

Une offre financière comportant le budget global et les coûts détaillés devra également être fournie. Les coûts suivants devront obligatoirement être inclus dans le budget (TTC) :

Les dossiers de candidature sont à envoyer par mail au plus tard le 12 mai 2023 à l'adresse : recrutement.msistatao@gmail.com et en copie msistatao.rindra@gmail.com

8 PROCESSUS DE SELECTION

L'appréciation de l'offre la mieux-disant sera fondée sur les critères énoncés ci-dessous avec leur pondération (note totale /100) :

- Compétences du cabinet d'audit et de ses membres : /45
- Stratégie d'organisation proposée : /40
- Proposition financière : /15

Les offres ayant obtenu une note inférieure à 70/100 seront déclarées non recevables. Si aucune des offres ne devait atteindre ce seuil, la consultation serait déclarée infructueuse. La durée de validité des offres est de **15 jours** à compter de la date limite de réception.

A noter : les offres financières pourront être renégociées selon le budget disponible pour cet AML.